

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Une-loi-de-trahison-energetique-qui-ne-permet>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Une "loi de trahison énergétique" qui ne permet plus la fermeture de Fessenheim !**

22 juillet 2015

Une "loi de trahison énergétique" qui ne permet plus la fermeture de Fessenheim !

Après deux ans de débats, la "Loi de transition énergétique pour une croissance verte" qui sera votée aujourd'hui à l'Assemblée Nationale ne permettra pas de réaliser le changement urgent de politique énergétique dont la France a besoin. Pas de plan de fermeture des centrales ni de limitation de la durée de fonctionnement des réacteurs !

Surtout, cette loi verra la trahison de deux promesses de campagne de François Hollande.

Comment imaginer la concrétisation de la "**réduction de la part du nucléaire à 50% d'ici 2025**" alors qu'aucune mesure ne permet d'imaginer comment cette promesse est susceptible de se réaliser ? Ni la loi, ni la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie encore inexistante ne contiennent de perspectives de fermeture de centrales ou de scénario de déroulement. Le gouvernement compte-il donc réaliser cette promesse sans arrêter de réacteurs et en laissant croître la part des autres énergies, scénario aussi hypothétique que non-souhaitable ?

Pire encore, la loi ne propose aucune mesure concrète pour la **fermeture de Fessenheim**, autre promesse de campagne de François Hollande. La seule disposition censée la permettre, indirectement, était le plafonnement de la part du nucléaire ; celui-ci conditionnait la fermeture de la centrale alsacienne à la mise en service de l'EPR, marché de dupe revenant à échanger une menace contre une autre.

Or avec le retard pris par le chantier calamiteux de l'EPR, les défauts observés sur le couvercle de la cuve remettant en cause sa mise en service en 2017, quelle contrainte légale pèse désormais sur EDF pour arrêter la doyenne des centrales ?

Désormais, pour être en phase avec la promesse de fermeture de Fessenheim, il faudrait que les députés votent non le plafonnement de la puissance nucléaire installée, mais son abaissement significatif à 61 GW !

En se contentant du plafonnement à 63,2 GW de la puissance nucléaire installée, les forces politiques présentes à l'Assemblée Nationale valident la non-fermeture de Fessenheim dans le quinquennat, continuant ainsi à exposer à un risque inacceptable les populations de toute une région européenne.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" rappelle que Fessenheim doit être fermée maintenant, comme l'exigent ses failles de sûreté !